

La police tanzanienne arrête 159 réfugiés burundais du camp de Mtabila

@rib News, 10/09/2011 Au moins 159 personnes sont entre les mains de la police tanzanienne depuis au moins une semaine après leurs arrestations par la police en dehors du camp de réfugiés de Mtabila, dans le district de Kigoma, selon des sources sur place. « Ils seront traduits devant la justice pour avoir franchi les limites du camp de réfugiés alors qu'ils savaient que c'est interdit », a raconté le chef de la police dans le district de Kigoma Frezia Kassai, ajoutant que les réfugiés burundais résidant dans ce camp ont l'habitude de faire des sorties non autorisées ce qui complique la tâche de la police.

Cependant, selon des sources sur place, c'est la première fois qu'un si important nombre de burundais est traduit devant la justice pour être sortis de leurs camps sans autorisation préalable. « C'est une façon de fermer le camp de Mtabila car c'est la première fois que nous sommes interdits de franchir le camp et qu'un si important nombre de réfugiés est traduit devant la justice », a déclaré à notre rédaction un résident du camp de Mtabila, sous couvert d'anonymat. La police tanzanienne dément de son côté toute relation entre la fermeture de ce camp et l'arrestation des 159 personnes. « Ce n'est pas pour les harceler qu'ils ont été arrêtés, c'est plutôt qu'ils ont franchi les limites sans autorisation », a souligné le chef de la police du district de Kigoma. Du côté des réfugiés burundais vivant dans ce camp de Mtabila, c'est une façon que le gouvernement de la Tanzanie veut utiliser pour forcer les 58.000 réfugiés à rentrer en Burundi, surtout que le camp de Mtabila devra fermer définitivement ces portes à la fin du mois de décembre. Une allégation pourtant balayée par le revers de la main par le chef de la police dans le district de Kigoma. Notons que les gouvernements tanzanien et burundais se sont convenus il y a quelques mois avec le HCR pour fermer le camp de Mtabila avec la fin de cette année. Cependant, au moins 58.000 réfugiés burundais refusent de poser leur pied au Burundi, arguant que leur sécurité n'est pas du tout bonne pour être rapatriés. [JMM]